

L'agriculture dans les pommes

Au lieu de pousser les agriculteurs à monter en gamme, il aurait fallu les aider à gagner en compétitivité. La France s'est tiré une balle dans le pied.

LA
CHRONIQUE
de Sabine
Delanglade



La France est connue pour sa capacité à se tirer des balles dans le pied. Les conséquences de la guerre en Ukraine auraient dû faire de cette pionnière du nucléaire la championne énergétique de l'Europe. Or la voilà qui importe d'Allemagne de l'énergie issue du charbon, et pleure un EDF en quasi-faillite. La France ou comment gâcher ses meilleurs atouts.

Il suffit de suivre les auditions de la Commission parlementaire sur la souveraineté et l'indépendance énergétique pour reconstituer le fil consternant des marchandages politiques, des attermolements étatiques, des volte-face incessantes qui, en sinuant dans un parfum d'incompétence et d'indifférence savamment mêlées, a fini par saper une filière profondément ancrée dans l'histoire industrielle des Trente Glorieuses, comme le fut le nucléaire. S'apprête-t-on à traiter avec autant de légèreté et de mépris la souveraineté et l'indépendance alimentaire dont les Français paraissent si fiers ? Aujourd'hui, c'est souvent le tir à vue.

L'agriculture était « nourricière », la voilà polluée. Comme avec le nucléaire, la « doxa » verte qui n'est pas toujours écolo mais toujours décroissante fait ses dégâts. L'incompréhension s'installe : « Les Français s'émeuvent de la disparition des agriculteurs mais ont du mal à accepter qu'ils investissent dans de nouveaux matériels. Ils multiplient les recours en justice pour qu'ils arrêtent leurs activités », explique le sociologue François Purseigle au « Figaro » avant de s'interroger : « Vaut-il donner aux agriculteurs les moyens d'être encore là demain ? ».

Recul des parts de marché

En attendant, ceux-ci sentent leur sol se dérober sous leurs pas, la compétitivité française glisse. Un rapport du Sénat s'en inquiète, décrète l'« urgence » à « redresser la ferme France ». La France est, en effet, un des seuls grands pays agricoles dont les parts de marché reculent. En vingt ans, elle est passée de deuxième à cinquième exportateur mondial. Ses importations alimentaires,

en revanche, ont doublé depuis 2000 : « Le « grenier de l'Europe » est depuis 2015 déficitaire avec l'UE en matière alimentaire ». Heureusement, le vin bouche beaucoup de trous. Pour le sénateur Laurent Duplomb, deux tiers des pertes de marché de l'agriculture française proviennent de la chute de sa compétitivité. Sont accusés pêle-mêle le coût du travail, le poids de la fiscalité, la taille trop petite des exploitations, un climat politicométrique qui vitupère un modèle pourtant plus vertueux que celui de nos voisins. Par exemple, critiquer la taille moyenne des exploitations tricolores alors qu'elle est très inférieure aux immensités concurrentes confine à l'absurde.

Les prix ont augmenté, réservant la qualité française à un nombre limité de consommateurs.

Les exportations ont logiquement diminué et les importations ont explosé.

Plutôt qu'améliorer sa productivité, la France a espéré s'en tirer par le haut de gamme. Les prix ont donc augmenté, réservant la qualité française à un nombre limité de consommateurs. Les exportations ont alors logiquement diminué et les importations ont explosé. Le poulet labellisé convient pour le repas du dimanche mais pour les ménages au pouvoir d'achat réduit ou les cantines scolaires, où les filets à la coupe importés sont plébiscités. Les pauvres étant hélas plus nombreux que les riches, les importations de ces filets ont quadruplé en 20 ans. 45 % de notre consommation de poulet est importée contre 25 % en 2000.

Lait bio déclassé

Pour le bio, c'est pareil, il est plus cher, résultat, sa consommation ralentit. Les producteurs ont été réduits à la vendre au prix du conventionnel malgré leurs coûts plus élevés : 30 % du lait bio produit en 2021 a été déclassé et mélangé avec du lait conventionnel. Même punition pour les pommes bio.

Le cas de la filière tomate est un autre exemple du mirage du haut de gamme

sans politique globale. Les producteurs français se sont réfugiés sur les tomates cerises, abandonnant le marché cœur de gamme aux tomates importées, qui ont pris 30 % du marché. Tomate cerise sur le gâteau si l'on ose dire, les Marocains n'ont pas mis longtemps à se mettre aussi sur le créneau. Ils nous en vendaient 300 tonnes en 1995, 70.000 tonnes aujourd'hui. Cela s'appelle perdre sur tous les tableaux.

La pomme est un autre exemple. Jadis filière d'excellence, sa production et ses exportations ont été divisées par deux depuis 1990. Là non plus, le haut de gamme ne compense pas le cœur du marché où s'engouffrent les pommes italiennes ou polonaises moitié moins chères. Alors que la consommation mondiale ne cesse de progresser, les surfaces de vergers plantés diminuent. Croquer la pomme française, il ne faudra plus y penser !

Plus Bruxellois que Bruxelles

Le coût de la main-d'œuvre n'explique pas tout. Trop souvent, la France veut être plus royaliste que le roi bruxellois. C'est la manie de la « surtransposition » des directives européennes dont on choisit d'alourdir les contraintes. Les agriculteurs européens peuvent utiliser 454 substances actives quand les Français ne peuvent en utiliser que 309. Jusqu'au quart des produits alimentaires qui entrent en France ont été produits dans des conditions et avec des molécules interdites aux agriculteurs français. Résultat les enfants français mangent à la cantine de la compote polonaise, des filets de poulet allemands, du porc néerlandais !

Dans un contexte où, pourtant, le commerce mondial agroalimentaire n'a jamais été aussi dynamique « La France semble être la seule au monde à prendre ce virage du repli sur soi », regrettent les sénateurs. Début février, 500 tracteurs et 2.000 agriculteurs sont « montés » à Paris exaspérés par une succession d'interdiction de pesticides limitée à la France. Ils en ont marre qu'on leur fasse la leçon : « Être né dans l'Aisne ne vous donne pas un doctorat en betteraves, avait balancé Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, à Yannick Jadot. « Produire en France est-il devenu un gros mot ? » demande « L'Opinion ». C'est en tout cas un gros problème.

Sabine Delanglade est éditorialiste aux « Echos ».